CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

16+17

RAPPORT ANNUEL

VISION + MISSION

VISION

Le Chantier de l'économie sociale vise la construction d'une économie plurielle qui a pour finalité le rendement à la communauté et la défense du bien commun directement liée aux besoins et aux aspirations des collectivités. Les entreprises d'économie sociale assurent le contrôle collectif et pérennisent la vitalité économique, sociale et culturelle des communautés.

MISSION

La mission du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de l'économie plurielle du Québec et, ce faisant, de participer à la démocratisation de l'économie ainsi qu'à l'émergence de ce modèle de développement basé sur des valeurs de solidarité, d'équité et de transparence.

RAPPEL DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 2014-2017

1. Promouvoir l'économie sociale auprès d'une diversité de publics cibles
2. Renforcer la capacité et la cohérence du mouvement
3. Consolider et créer, au besoin, des instruments de développement
4. Consolider la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale
5. Accroître la contribution de l'économie sociale au développement durable, notamment en matière d'environnement

TABLE DES MATIÈRES

06 Introduction

07 Vie associative

12 Promotion et communications

19 Développement et partenariats

32 Conclusion

33 Annexes

DIRECTEUR

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

S'il est une chose que l'on puisse affirmer aux vues de l'actualité récente, c'est que la défense du bien commun et du rendement à la collectivité demeurent des objectifs toujours aussi pertinents. Cette réalité fait en sorte que la vision et la mission du Chantier de l'économie sociale répondent plus que jamais à des besoins évidents. On peut donc se réjouir de voir l'équipe du Chantier, ses administrateurs et ses nombreux partenaires demeurer aussi actifs, année après année, afin de soutenir un mouvement qui porte des valeurs nécessaires au bon fonctionnement de nos sociétés.

Comme vous le verrez à la lecture du présent rapport, que l'on pense entre autres à la poursuite de la Tournée des régions, au rétablissement du financement des Pôles d'économie sociale, à la structuration d'une Aile jeunesse, à l'organisation d'ententes et d'événements majeurs sur les plans national et international ou au rapprochement avec plusieurs institutions d'enseignement, le Chantier a su bien faire entendre ses messages et poursuivre son travail de promotion d'une économie plus humaine.

Dans un contexte politique qui voit plusieurs paliers de gouvernements s'intéresser davantage aux concepts d'économie sociale, de finance sociale et d'innovation sociale, le Chantier a pu mettre à profit son expertise et son imposant réseau de contacts pour créer de nouvelles collaborations qui porteront leurs fruits dans les années à venir, nous en sommes confiants.

Chose certaine, la vitalité du mouvement en général, et la force du Chantier en particulier, augurent bien pour l'économie sociale et sa capacité de faire de nos collectivités partout au Québec des endroits où il fait bon vivre. Les dernières années ont certes vu se transformer substantiellement l'écosystème de soutien à l'économie sociale, mais elles ont aussi confirmé la résilience du Chantier et de ses partenaires dans leur volonté de construire un modèle de développement qui soit plus juste et inclusif et qui place la population avant le capital.

PRÉSIDENT

L'exercice qui s'achève correspond par ailleurs à la fin du cycle stratégique triennal 2014-2017 et prépare la voie à l'importante planification stratégique qui mènera le Chantier jusqu'en 2020. De nombreux collaborateurs ont d'ailleurs répondu présent à l'appel du Chantier de contribuer à la réflexion, enrichissant le contenu et la pertinence de l'exercice et confirmant ainsi le rôle du Chantier comme carrefour de l'entrepreneuriat collectif.

À vous qui suivez les activités du Chantier ou collaborez à l'un ou l'autre des nombreux projets en cours, merci de vous intéresser à un mode de développement d'avenir qui saura répondre aux principaux enjeux de justice économique et de développement durable de nos milieux de vie, ici comme ailleurs.

Bonne lecture !

Patrick Duguay
Président du conseil
d'administration

Jean-Martin Aussant
Directeur général

INTRO

INTRODUCTION

Cette année fut la dernière du cycle triennal stratégique 2014-2017. Dans un environnement comme celui dans lequel le Chantier intervient, il va sans dire que les priorités évoluent et se transforment continuellement. Ce fut le cas plus que jamais lors de cette période au cours de laquelle l'écosystème de soutien et d'accompagnement à l'économie sociale a été profondément touché. Après la disparition de plusieurs organisations de concertation et de participation citoyenne, des Centres locaux de développement (CLD) et, de manière plus générale, un contexte politique marqué par des compressions dans plusieurs secteurs d'activités, les orientations et priorités de travail identifiées au début de cette période ont dû à maintes reprises être révisées ou, du moins, être ajustées à une conjoncture en transformation.

Néanmoins, au-delà de ces ajustements, l'action du Chantier est demeurée conforme à sa mission et à ses mandats historiques. Conséquemment, le rapport annuel qui suit présente les réalisations 2016-2017 en regroupant l'ensemble des activités en trois sections, chacune étant à la fois le reflet de nos principaux mandats et de l'organisation du travail au sein de l'équipe permanente.

VIE ASSO

VIE ASSOCIATIVE

Le Chantier de l'économie sociale est une construction dynamique. Il rassemble les forces vives de la société civile attachées aux valeurs de démocratie et de solidarité. C'est pourquoi la participation à la vie associative et au processus décisionnel des hommes et des femmes de différents secteurs et régions qui œuvrent au développement de l'économie sociale est un atout remarquable. Elle permet au Chantier de relever significativement les défis toujours plus nombreux auxquels nous sommes confrontés quotidiennement.

MEMBERSHIP

En 2016-2017, le Chantier comptait 176 membres répartis dans 7 collèges électoraux ainsi que 192 membres individuels (non votants). Soulignons notamment qu'en raison d'efforts ciblés (présentés à la section « Promotion »), le nombre de membres individuels a augmenté significativement cette année, ce qui témoigne à la fois de la portée accrue de notre message et de l'intérêt de la population en général quant aux objectifs mis de l'avant par le Chantier, formulés notamment autour du thème de la transformation du modèle économique.

Liste des collèges électoraux

- Regroupements d'entreprises d'économie sociale
- Entreprises d'économie sociale
- Regroupements d'organisations et organisations de soutien au développement de l'économie sociale
- Pôles d'économie sociale
- Grandes centrales syndicales et tout organisme membre de ces centrales
- Grands mouvements
- Regroupements nationaux des Premières Nations et Inuits et de leurs organismes membres

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du Chantier, composé de 35 membres, joue un rôle d'orientation et de positionnement. Il est formé des représentants élus par les collèges électoraux. La liste complète des membres composant le conseil d'administration en 2016-2017 est présentée en annexe.

Par leur contribution aux réflexions stratégiques du Chantier, les membres du conseil d'administration assurent à la fois la pertinence des orientations et l'ancrage du Chantier dans le mouvement.

Cette année, quatre réunions du conseil d'administration ont eu lieu, totalisant près de **800 heures de travail** pour l'ensemble des administrateurs. Par ailleurs, le comité exécutif, composé de **7 membres, s'est réuni à cinq reprises.**

Signe d'un engagement important vis-à-vis des objectifs poursuivis par le Chantier, le taux de participation des administrateurs à ces rencontres s'établit à **82 %.** Cette contribution à la gouvernance démocratique sur laquelle le Chantier compte, année après année, s'évalue ainsi à **plus de 60 000 $,** sans compter la participation aux différents comités de travail et aux nombreuses autres activités organisées.

Rappelons que, cette année, quatre comités de travail mis en place par le conseil d'administration ont été actifs, dont un comité *ad hoc* portant sur la gouvernance ainsi qu'un sur le cadre de référence et les deux autres comités permanents, soit celui sur les outils financiers et stratégies de capitalisation et l'Aile jeunesse.

Comité *ad hoc* sur la gouvernance

Ce comité a été mis en place afin d'encourager une réflexion sur la gouvernance du Chantier. L'économie sociale étant en constante évolution, le conseil d'administration a souhaité entreprendre une réflexion qui, à terme, permettra de favoriser le positionnement du Chantier comme carrefour du mouvement, tant auprès des nouveaux acteurs de l'économie sociale qu'auprès des parties prenantes historiques du mouvement.

Deux objectifs ont été identifiés pour orienter les travaux du comité.

- Refléter les changements dans la société et dans le mouvement de l'économie sociale au sein de la gouvernance et du membership ;
- Favoriser la relève, notamment par la nouvelle génération, sur les instances décisionnelles.

Les travaux du comité se poursuivront en 2017-2018.

Comité sur les outils financiers et les stratégies de capitalisation

Le comité outils financiers et stratégies de capitalisation, composé de 6 membres, a pour mandat d'assurer une vision d'ensemble et une cohérence dans les orientations des apparentés du Chantier et d'accompagner son conseil d'administration dans la mise en place de nouvelles stratégies ou d'initiatives dans le domaine de la capitalisation. Le comité est composé des directions générales des outils financiers et des représentants et de représentantes des réseaux membres désignés par le conseil d'administration du Chantier à leurs structures de gouvernance.

Le mandat du comité est de :

- Assurer que les représentants aux différentes instances de gouvernance aient une vue d'ensemble des actions et orientations mises de l'avant par les outils financiers ;
- Proposer des stratégies et des actions visant à améliorer l'accès à la capitalisation des entreprises d'économie sociale ;

- Assurer une cohésion dans les orientations des divers outils financiers du Chantier dans le respect des mandats et pouvoirs des instances de gouvernance respectives ;
- Assurer un suivi et une cohérence dans la participation du Chantier et de ses outils financiers à CAP Finance et autres instances dans le domaine du financement et de l'investissement dans les entreprises, ainsi que du travail de communication et de représentation auprès des pouvoirs publics et autres partenaires internes et externes.

Aile jeunesse

En réponse aux préoccupations exprimées par les membres du Comité jeunesse du Chantier qui souhaitaient susciter une mobilisation plus large en faveur de l'économie sociale, le cadre de référence de ce comité a été modifié en cours d'année. Ces modifications, qui se traduisent par la mise sur pied de l'Aile jeunesse, visent essentiellement à renforcer la vie associative du Chantier par un nouveau mécanisme démocratique et un lieu d'implication élargi.

La première assemblée de l'Aile jeunesse a eu lieu le 9 mai 2017. Une centaine de jeunes s'y sont réunis pour mettre de l'avant les priorités qu'ils souhaitent porter dans le mouvement de l'économie sociale. Soulignons d'ailleurs que la grande majorité des participants sont devenus membres du Chantier à titre individuel, ce qui témoigne doublement de leur intérêt et de leur volonté de contribuer au mouvement. Un exécutif de 8 personnes a été élu afin de favoriser la mise en œuvre des priorités identifiées qui se traduisent par quatre axes de travail :

- Gouvernance démocratique
- Promotion de l'économie sociale
- Modèles d'affaires dans le secteur numérique
- Accès à la propriété

Par ses actions, l'Aile jeunesse souhaite contribuer à l'avancée du modèle de l'entrepreneuriat collectif et au renforcement du rôle de carrefour du Chantier de l'économie sociale.

Cadre de référence

Les travaux relatifs à l'élaboration d'un cadre de référence ont été relancés cette année. Des représentants des pôles régionaux et de toutes les organisations membres de la Maison de l'économie sociale y participent. L'objectif principal est d'établir des critères relativement précis permettant une identification définie des organisations sans pour autant nécessairement mener à une forme d'accréditation ou l'autre (label, normes, etc.) mais en étant néanmoins élaborée comme une étape préparatoire à cette éventualité.

À terme, le cadre de référence sera construit comme un modèle opérationnel permettant à des acteurs divers (notamment ceux assurant le soutien et l'accompagnement des entreprises) de déterminer l'appartenance ou non d'une organisation au volet entrepreneuriat de l'économie sociale.

PÔLES D'ÉCONOMIE SOCIALE

Le Chantier a conclu des ententes de reconnaissance avec chacun des Pôles. Ces ententes permettent d'établir clairement les rôles et responsabilités réciproques dans ce partenariat essentiel, notamment en matière de consultation, de représentation et de soutien.

Les Pôles d'économie sociale se sont réunis à trois reprises en 2016-2017. Ces rencontres ont été l'occasion de discuter de plusieurs dossiers communs (liste non exhaustive) :

- Positionnement et financement des Pôles
- Relations avec les gouvernements
- Communications
- Production d'outils divers
- Stratégies de commercialisation

PRÉPARATION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2017-2020

L'année 2016-2017 étant la fin d'un cycle stratégique triennal, l'équipe du Chantier a procédé au cours de l'année à la préparation de la prochaine planification stratégique en consultant ses partenaires de l'économie sociale ainsi que tous les intervenants majeurs directs ou indirects. En tout, 49 rencontres ont été organisées auxquelles ont participé 116 personnes provenant de 85 organisations partenaires stratégiques.

Par ailleurs, le Forum *Défis communs, solutions collectives* a aussi été organisé au printemps afin d'enrichir la réflexion tout en favorisant une participation large et l'expression d'une grande diversité de point de vue. L'événement a notamment été l'occasion d'identifier des pistes de solutions qui puissent soutenir la capacité des entreprises d'économie sociale à répondre aux besoins des collectivités dans un contexte de transformation du rôle des municipalités. Près de 200 personnes provenant de toutes les régions du Québec et des milieux de l'économie sociale, des municipalités et de la société civile y ont participé.

PROMOTION & COMMUNICATIONS

PROMOTION ET COMMUNICATIONS

Au cœur de la mission du Chantier, la promotion de l'économie sociale constitue un défi de taille. La diversité des publics cibles, allant des citoyens aux acteurs politiques et économiques en passant par nos membres et partenaires de proximité, nous amène, année après année, à diversifier les façons de s'inscrire dans le débat public, d'atteindre une audience plus large et d'être présent à l'esprit des élus de tous les paliers. Dans les dernières années, notre principal objectif en la matière peut se résumer simplement : inscrire l'entrepreneuriat collectif dans le discours ambiant et en faire un « réflexe » lorsqu'il est question de développement économique, social et culturel.

Sur le plan des contenus, nous avons maintenu l'utilisation de l'image des trois piliers (gouvernemental, collectif, privé) qui semble efficace et nous y avons ajouté, cette année, l'affirmation plus spécifique que l'économie sociale répond directement aux deux plus grands défis de notre époque : les inégalités socioéconomiques et les enjeux environnementaux.

En ce qui a trait aux publics visés, la promotion de l'économie sociale comme mode de développement doit nécessairement inclure dans ses cibles prioritaires la jeunesse et la relève entrepreneuriale. Au-delà du positionnement général de l'entrepreneuriat collectif auprès du grand public et de son renforcement auprès des acteurs économiques et politiques, la transformation du modèle de développement ne sera possible que si de nouvelles générations d'acteurs s'y engagent massivement. C'est pourquoi une attention particulière a été accordée aux foyers d'émergence d'entreprises afin de les sensibiliser à l'entrepreneuriat collectif. Ainsi, les institutions d'enseignement, les associations étudiantes et, de manière générale, la promotion de l'entrepreneuriat collectif auprès des jeunes sont demeurés centraux dans nos efforts visant à créer une population favorable à l'économie sociale et une génération d'entrepreneurs collectifs. Par ailleurs, cette année, nous avons entamé une campagne visant le membership individuel du Chantier afin d'augmenter la visibilité de l'entrepreneuriat collectif en général et le sentiment d'appartenance au mouvement mais aussi, en quelque sorte, afin de multiplier les « ambassadeurs ». Comme toujours, une attention continue a été accordée aux élus de tous les paliers pour les sensibiliser au potentiel de l'entrepreneuriat collectif.

Considérant l'ampleur des résultats escomptés, il importe que nos stratégies de communications s'appuient sur les moyens et outils dont nous disposons de manière à répondre efficacement à nos objectifs tout en rejoignant simultanément une diversité de publics cibles. Pour ce faire, en 2016-2017, nous avons concentré nos énergies sur le renouvellement de nos sites Internet, l'animation de nos médias sociaux, la publication de différents documents ou textes, les relations publiques (incluant les relations de presse, les conférences, etc.) et l'organisation d'événements. Par ailleurs, un projet visant le soutien à l'expérimentation de l'entrepreneuriat collectif chez les jeunes, mené en concertation avec les Pôles d'économie sociale et soutenu par le Secrétariat à la jeunesse, a également contribué de manière innovante à nos efforts de promotion.

SITES INTERNET / MÉDIAS SOCIAUX / INFOLETTRES

Depuis 10 ans, le Chantier disposait de deux sites Internet nous permettant de diffuser des contenus divers. D'une part, le site *economiesocialequebec* constituait une plateforme conçue comme un portail de l'économie sociale. Vaste répertoire d'entreprises et d'organisations (plus de 4 500 entrées), publications de nouvelles et de communiqués, pages des Pôles d'économie sociale, offres d'emploi et autres, ce portail du mouvement est devenu au fil des ans une référence incontournable en matière d'économie sociale.

D'autre part, notre site corporatif *chantier.qc.ca* offrait plutôt un contenu lié directement au Chantier : vie associative, publications, informations sur l'organisation, etc. Toutefois, depuis déjà quelques années, nous constations le vieillissement de ces deux outils. Outre les considérations esthétiques, la technologie utilisée limitait nos possibilités d'évolution et la multiplication des contenus au fil des ans rendait la navigation de plus en plus difficile pour les utilisateurs.

Par ailleurs, le recours plus récent aux médias sociaux comme moyen de communication a sans aucun doute changé aussi l'environnement et rendu plus pressant la révision de ces deux outils. En dépit d'un regain de popularité de notre site corporatif en 2015-2016 lié à l'arrivée d'une nouvelle direction générale, les données de fréquentation des trois dernières années témoignent assurément d'un intérêt qui diminuait.

Cette année, nous avons donc procédé à la refonte complète de nos sites Internet. Les travaux se sont terminés à l'été 2017. La nouvelle mouture intègre maintenant les deux sites Internet en un seul de sorte que toute l'information se retrouve plus facilement dans un seul outil tout en distinguant les éléments plus corporatifs de ceux plus largement liés à l'ensemble de l'économie sociale. Cette section du site qui remplace l'ancien portail – renommé **Découvrez l'économie sociale** – a été revue en profondeur afin de mettre en valeur les différentes sections qui suscitaient déjà beaucoup d'intérêt dans la version précédente dont, aux premiers rangs, le répertoire d'entreprises, le bottin de ressources, les offres d'emploi, l'accès aux outils et publications et les liens menant à chacun des 22 Pôles d'économie sociale.

SITES INTERNET / MÉDIAS SOCIAUX / INFOLETTRES

Par ailleurs, et conformément à nos attentes, la croissance de la fréquentation de nos médias sociaux s'est poursuivie dans la dernière année. Utilisés d'abord comme moyens de diffusion d'informations, notamment quant à nos événements et nos publications, les comptes Facebook et Twitter du Chantier deviennent également de plus en plus des vitrines et offrent des occasions de rejoindre une partie de la population intéressée à découvrir l'économie sociale.

C'est d'ailleurs par ce moyen que nous avons mené au cours de la dernière année une campagne de membership individuel (membre sympathisants), afin notamment de promouvoir l'économie sociale auprès d'un plus large public et de renforcer le rôle du Chantier comme carrefour du mouvement. Entre décembre 2016 et mai 2017, quatre campagnes menées sur Facebook ont généré une adhésion de 133 nouveaux membres (augmentation de 63 %), de près de 900 nouveaux adeptes de notre page FB (augmentation de 16 %) et des portées de diffusion de certaines publications atteignant jusqu'à 16 000 personnes.

Communications aux membres / bulletins

2016-2017 **21**

Site du Chantier / pages vues

2016-2017 **97 897** | 2015-2016 **129 059**

Portail Économie sociale Québec / pages vues

2016-2017 **568 588** | 2015-2016 **636 860**

Facebook Chantier / adeptes

2016-2017 **6 478** | 2015-2016 **5 446**

Fil Twitter du Chantier / abonnés

2016-2017 **4 560** | 2015-2016 **4 340**

Tweets publiés

2016-2017 **4 354** | 2015-2016 **4 316**

PUBLICATIONS / MÉMOIRES / RELATIONS PUBLIQUES

Outre les événements que nous organisons nous-mêmes, les efforts consentis à la promotion de l'économie sociale et à la diffusion des positions adoptées par le Chantier se déploient essentiellement dans trois types d'activités : publications de communiqués et de textes, rédaction de mémoires dans le cadre de consultations et prises de parole publiques (présences média ou conférences). Cette année, les efforts se sont concentrés davantage sur les relations publiques, ce qui se traduit par une multiplication des prises de parole lors de conférences ou d'événements et une présence média très importante, notamment lorsque l'on inclut les résultats liés spécifiquement à la couverture du GSEF qui a eu lieu au tout début de l'automne 2016.

- Dix communiqués et textes
- Cinq mémoires
- 25 présences média (excluant GSEF2016) – Télé, radio, journaux locaux et nationaux
- Plus de 20 conférences (excluant la Tournée des régions)
- GSEF 2016
  - 60 entrevues
  - Émission spéciale d'une heure à RDI Économie
  - Plus de 230 articles ou mentions recensés dans les médias

ÉVÉNEMENTS

Cette année, le Chantier a contribué à l'organisation de cinq événements. Partie essentielle à l'animation de la vie associative et à la concertation des acteurs, occasions d'échanges et de réseautage, les événements du Chantier demeurent populaires d'année en année et attirent des participants en grand nombre provenant de tous les horizons. Il importe toutefois de souligner plus particulièrement le caractère stratégique du Forum national que nous avons tenu le 13 juin 2017 à Shawinigan.

Événements – 2016-2017

- **1er novembre 2016** – AGA du Chantier de l'économie sociale et 20 ans du Sommet de 1996
- **22 novembre 2016** – Journée internationale de l'entrepreneuriat féminin 2016 WED MTL (Chantier, partenaires)
- **22 mars 2017** – Atelier *L'Essor de mon entreprise d'économie sociale ou comment profiter de nouvelles occasions ?* Organisé conjointement avec le TIESS
- **9 mai 2017** – Première assemblée générale de l'Aile jeunesse du Chantier
- **13 juin 2017** – Forum *Défis communs, solutions collectives*

Le Chantier soutien et collabore également à la promotion de diverses initiatives de partenaires. En 2016-2017, nous avons ainsi contribué à :

- RISQ – Soirée des Ambassadeurs, Dévoilement de l'étude d'impact du RISQ, relation médias(entrevue RDI, La Presse)
- *Transformer Montréal* – Animation d'un atelier
- Comité femmes-GSEF – Journée internationale de l'entrepreneuriat féminin 2016 WED MT
- CSMO-ÉSAC – Campagne *L'économie sociale, j'y travaille !*
- Funambules médias – Cinéma sous les étoiles (été 2017)
- CHNGR – Collaboration à la formation et au suivi du réseau d'étudiants ambassadeurs dans certaines institutions d'enseignement supérieur de la région métropolitaine
- Webinaire de l'UMQ sur l'économie sociale

TOURNÉE DES RÉGIONS

Tout au long de l'année, le Chantier a poursuivi sa Tournée des régions du Québec initiée durant le dernier exercice. Aux cinq régions visitées lors de la première année, dix se sont ajoutées en 2016-2017.

Rappelons que la Tournée des régions s'inscrit dans une réflexion sur la transformation du modèle de développement. La situation environnementale qui ne cesse de se détériorer et les inégalités socioéconomiques croissantes ne sont que deux exemples de conséquences parmi d'autres qui jettent la lumière sur les limites du modèle actuel et qui nuisent au meilleur développement des sociétés. La Tournée permet d'amorcer cette discussion en collaboration avec les Pôles d'économie sociale et d'inscrire l'entrepreneuriat collectif comme une réponse à plusieurs enjeux.

À terme, le Chantier aura parcouru 21 territoires, dont deux étapes en collaboration avec les Premières Nations. En plus des réflexions plus larges sur les enjeux de développement, les événements organisés au cours de cette Tournée ont également été l'occasion de promouvoir l'entrepreneuriat collectif auprès du grand public et de plusieurs partenaires, notamment les élus municipaux.

Régions visitées en 2016-2017

- 14 octobre 2016 – Laurentides
- 25 octobre 2016 – Capitale-Nationale
- 10 novembre 2016 – Abitibi-Témiscamingue
- 8 février 2017 – Premières Nations
- 21 mars 2017 – Nord-du-Québec / Jamésie
- 29 mars 2017 – Estrie
- 21 avril 2017 – Montérégie Est
- 27 avril 2017 – Agglomération de Longueuil
- 5 mai 2017 – Saguenay-Lac-Saint-Jean
- 29 mai 2017 – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

DEVELOPPEMENT & PARTENARIAT

DÉVELOPPEMENT ET PARTENARIATS

Depuis quelques années, le Chantier a dû composer avec des bouleversements profonds de son environnement. Après deux Plans d'action gouvernementaux (2008 et 2015), une loi-cadre sur l'économie sociale (2013), le développement de nombreux outils et deux forums internationaux consacrant ce « modèle québécois », des pans entiers de l'écosystème de soutien et d'accompagnement à l'économie sociale sont disparus ou ont été transformés au cours de la dernière période triennale. Nos actions visant la création des conditions et des outils favorables au développement de l'entrepreneuriat collectif ont donc dû évoluer au rythme de ces transformations. Surtout qu'en parallèle, c'est l'économie dans son ensemble qui a évoluée vers des changements importants marqués notamment par l'impact des nouvelles technologies (dont le numérique et l'intelligence artificielle), une démographie défavorable et des défis colossaux en matière d'environnement. Le tout, dans un contexte de croissance des inégalités sociales et économiques.

Au cours de la dernière année, nos efforts ont donc été consacrés au renforcement d'éléments stratégiques de l'écosystème et à la préparation d'une nouvelle période de développement qui coïncidera avec notre prochaine planification triennale. D'une part, tout en participant à la consolidation de certaines parties plus fragilisées de l'écosystème, nous avons poursuivi le travail dans plusieurs initiatives déjà bien engagées présentant un caractère structurant pour l'économie sociale, notamment par leur mutualisation de ressources (locaux, équipements ou données) ou leur potentiel d'étendre l'économie sociale dans de nouveaux secteurs et auprès de nouveaux publics (acheteurs publics, jeunes, secteurs en émergence). D'autre part, nous avons également posé les bases de développements futurs qui permettront à terme de reconstruire un écosystème répondant à la fois aux besoins des entreprises existantes et de favoriser des avancés de l'économie sociale dans des secteurs émergents en partenariat avec d'autres acteurs sociaux engagés en faveur d'un développement territorial plus équitable et durable. Par ailleurs, soulignons également que la réalisation de divers mandats de développements contribue directement à l'identification et à la construction d'innovations potentiellement structurantes, en plus d'ajouter à l'expertise du Chantier.

Entre développement, concertation et partenariat, ce volet de notre action contribue plus que tout à positionner le Chantier comme le carrefour incontournable de l'économie sociale pour les acteurs et promoteurs comme pour tous les partenaires du développement économique et social. Sans aucun doute, le développement de l'économie sociale est à un point tournant et les actions du Chantier cette année s'inscrivent notamment dans cette perspective : mettre en valeur les entreprises existantes et se positionner, au mieux, dans l'économie de demain.

LOI SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ÉCONOMIE SOCIALE (PAGES) 2015-2020

Depuis son adoption, la Loi sur l'économie sociale fait l'objet d'une attention constante du Chantier. Nous nous y appuyons, entre autres dans nos représentations, pour faire avancer plusieurs dossiers, notamment en ce qui a trait à l'accès aux marchés publics, l'admissibilité à certains programmes réservés aux entreprises privées à but lucratif ou pour la modification de certains incitatifs fiscaux. Surtout, nous poursuivons la sensibilisation auprès des différentes équipes ministérielles et, plus largement, de tous les élus afin qu'ils connaissent réellement la loi et les dispositions qui y sont prévues. Or, il faut reconnaître que le caractère transversal de la loi tarde encore à s'imposer et tous les ministères n'ont pas encore intégré l'ouverture à l'économie sociale annoncée par la loi, ni dans leurs programmes et mesures ni même dans leurs pratiques.

Concrètement, c'est toutefois par le biais du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES) que les résultats devraient arriver. S'étalant de 2015 à 2020, ce plan d'action prévoit quelques mesures que nous suivons particulièrement de près, notamment la mise en œuvre des deux créneaux sectoriels (Personnes âgées autonomes ou en perte d'autonomie – PAAPA – et Insertion) et la réalisation du portrait statistique mené par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Bien que démarrées plutôt lentement dans la première année, ces mesures ont davantage pris leur envol en 2016-2017. Les travaux sont entamés et des projets ont déjà été sélectionnés dans le créneau PAAPA. Les projets retenus permettront d'expérimenter des solutions novatrices et porteuses pour l'économie sociale. Les résultats des premiers projets seront connus à la fin de l'automne 2017. Les travaux liés au portrait statistique ont également avancé et l'ISQ devrait réaliser son enquête en 2017-2018 pour publier les résultats l'année suivante – dans le meilleur des scénarios – à l'automne 2018.

PÔLES D'ÉCONOMIE SOCIALE

Au cours des dernières années, les Pôles d'économie sociale ont subi les contrecoups des changements de l'écosystème et ce, différemment d'une région à l'autre. La plupart – particulièrement ceux de régions sans grande municipalité disposant de plus de moyens financiers – ont été fragilisés sur le plan financier. Le financement de base des Pôles est donc demeuré une préoccupation constante pour le Chantier et a été l'objet de nombreuses représentations à tous les partenaires, qu'ils soient gouvernementaux ou privés. Dans les cas les plus difficiles, des démarches à court terme ont été entreprises auprès de nos vis-à-vis gouvernementaux pour éviter des fermetures de Pôles. Grâce, entre autres, aux interventions politiques du Chantier, les Pôles ont finalement vu leur financement rétabli à son niveau précédent après plusieurs années de difficultés.

Par contre, certaines contraintes demeurent auxquelles il faudra trouver des solutions, notamment les difficultés pour certains Pôles de lever du financement autonome localement et le manque d'accès des Pôles aux autres programmes du MÉSI. D'ailleurs, la reconfiguration de l'écosystème offre déjà une occasion de positionnement des Pôles, de leur structure organisationnelle et de leur structure de financement pour s'adapter aux réalités politiques et économiques actuelles et faire valoir leur contribution essentielle au développement des territoires.

Soulignons par ailleurs que plusieurs initiatives et projets du Chantier offrent déjà des pistes de solutions aux Pôles, dont le projet du Secrétariat à la jeunesse (SAJ) mené en collaboration avec 5 d'entre eux et qui pourrait éventuellement s'étendre à tous, le déploiement de Commerce solidaire et de sa deuxième phase (Akcelos), la Tournée des régions qui a été une occasion pour plusieurs Pôles de renforcer leur positionnement, etc.

Cette réflexion sur les avenues de développement pour les territoires par l'économie sociale est d'autant plus riche qu'elle se construit en partenariat avec d'autres acteurs. En effet, si les dernières années ont été une période de chamboulements dans les structures et de réflexes défensifs des organisations sur le terrain, le contexte est aujourd'hui propice aux réflexions et aux collaborations constructives aux niveaux local, régional et national. Ainsi, plusieurs pistes d'actions potentielles sont explorées avec le mouvement syndical, un partenaire de longue date de l'économie sociale, incluant un travail accru de sensibilisation à l'économie sociale, de ses formes et de ses objectifs auprès des organisations et des gestionnaires de fonds, une réflexion conjointe sur comment favoriser le développement de communautés résilientes et d'emplois de qualité, le réseautage des acteurs aux niveaux local et régional et un travail conjoint sur la relève d'entreprise.

Les collaborations avec les Premières Nations ont également progressé dans la dernière année, particulièrement dans la foulée de l'événement ***Inspirer – Transmettre – Entreprendre*** qui a coïncidé avec une étape de la Tournée du Chantier et du projet du SAJ. Tous deux ont permis de mettre en évidence des cas d'entreprises collectives des Premières Nations et des enjeux auxquels l'économie sociale peut être une solution ou une réponse, mais également par un maillage accru sur le terrain entre les acteurs des Premières Nations et les acteurs et organisations au service de l'économie sociale.

Des efforts ont également été déployés pour identifier des points communs avec des acteurs sectoriels tels que les Conseil régionaux de la culture et les Conseils régionaux de l'environnement, mais également avec des acteurs non réseautés dans certains secteurs ciblés dans le cadre de projets en développement, par exemple en agroalimentaire et en numérique. L'organisation d'un forum sur le besoin des municipalités a permis à la fois de clarifier les besoins sur le terrain et les perspectives de collaborations futures, incluant avec les unions municipales et les agences de développement local.

FORUM *DÉFIS COMMUNS, SOLUTIONS COLLECTIVES*

Nouveau pacte fiscal et nouvelles responsabilités pour les municipalités, transformation des organisations de soutien et de développement économique local, disparition de plusieurs foyers de participation citoyenne ; le contexte politique, économique et social influence fortement les conditions de développement des territoires. D'une part, des projets émergent continuellement comme autant de réponses à ces défis mais sont portés par des entreprises collectives qui doivent composer avec un écosystème de soutien et d'accompagnement en reconfiguration. D'autre part, les défis auxquels font face les municipalités ne cessent de se multiplier.

Afin de mobiliser des acteurs de tous les horizons autour d'objectifs communs et identifier ensemble des pistes de solutions qui puissent soutenir la capacité des entreprises d'économie sociale à répondre aux besoins des collectivités, le Chantier a organisé le 13 juin dernier le Forum *Défis communs, solutions collectives*.

Les modifications récentes aux lois encadrant les responsabilités des municipalités ont bouleversé le paysage économique des régions. De toute évidence, il importait donc de réfléchir sur les *moyens* à la disposition des municipalités leur permettant d'engager une certaine forme de participation de la société civile aux travaux de leur service de développement économique et de mettre en place des processus de collaboration. Les modèles traditionnels n'étant plus aussi performants, il devient essentiel d'organiser et d'exploiter des collaborations multiples au sein de l'écosystème.

Suite aux transformations récentes, l'écosystème de soutien et d'accompagnement à l'économie sociale présentait la configuration suivante au moment de l'événement. Ces données ont été tirées d'un sondage réalisé par le Chantier de l'économie sociale auprès de 80 organisations locales de soutien « mandatées » aux entreprises.

- Un peu plus de la moitié des structures de soutien à l'entrepreneuriat sont étatiques, les autres sont portées par des OBNL et, dans certains cas, par une structure hybride où la compétence de développement économique est exercée de façon complémentaire par un service municipal et plusieurs organismes délégataires.
- Quel que soit le modèle adopté par les MRC, la société civile joue un rôle central dans la gouvernance économique des MRC. La moitié des MRC ayant intégré des structures de soutien à l'entrepreneuriat ont un comité ou une commission où les représentants de la société civile sont majoritaires (bien que ces comités continuent de relever d'un conseil des maires) et ils sont majoritaires au conseil d'administration de 60 % des organismes délégataires hors municipalités.
- Dans les villes, ce sont l'ensemble des organismes délégataires et des structures hybrides de soutien à l'entrepreneuriat qui disposent d'un conseil d'administration composé majoritairement de représentants de la société civile, alors que c'est le cas pour seulement un tiers des villes ayant un service intégré.

- Les budgets de développement économique des villes ou des MRC et leur composition varient grandement. Dans les deux cas, la source principale de financement est le Fonds de développement du territoire (FDT) du MAMOT. Pour les MRC s'ajoute la quote-part des municipalités membres de la MRC et pour les villes des revenus provenant de divers ministères. L'affectation de surplus et les revenus autogénérés demeurent secondaires.
- Sur un échantillonnage de 134 fonds différents recensés, 11 sont inaccessibles aux entreprises d'économie sociale contre 24 qui leurs sont réservés. Bien que 99 fonds soient ouverts à toutes les entreprises sans distinction de forme juridique, il importe toutefois de noter que 71 d'entre eux n'ont réalisé aucun investissement en économie sociale au cours des 12 derniers mois de sorte qu'en terme d'investissement, seuls 15 % des investissements totaux sont réalisés au sein des entreprises collectives (ceci en dépit d'une perception globale très positive de l'économie sociale de la part des agents de soutien à l'entrepreneuriat).

En tout, ce sont 200 personnes provenant de toutes les régions du Québec et des milieux de l'économie sociale, des municipalités et de la société civile qui ont participé à l'événement. Les échanges au cours de la journée ont contribué à l'identification de pistes de solutions favorables au renforcement de l'entrepreneuriat collectif comme réponse aux besoins des communautés et aux enjeux de développement des municipalités.

Quelques enjeux soulevés lors du Forum

- Planification locale ou territoriale concertée
- Soutien financier et accompagnement au prédémarrage
- Connaissance des modèles d'affaires et des formes juridiques
- Politiques publiques structurantes
- Ressources et outils dédiés à l'économie sociale
- Arrimage entre les intervenants
- Transfert des connaissances et des pratiques

Le document synthèse du Forum est disponible sur le site Internet du Chantier

OUTILS FINANCIERS

Sur le plan des instruments financiers, le Chantier a poursuivi son travail avec ses principaux partenaires, dont la Fiducie du Chantier, le RISQ et le TIESS, dans l'exploration de nouvelles avenues pour le financement des projets issus de l'économie sociale. Plusieurs pistes ont été l'objet de discussions au comité permanent du Chantier sur les outils financiers pour accroître le bassin de capital apte à soutenir le développement des entreprises collectives : nouveaux fonds sectoriels, participation de nouveaux acteurs financiers, nouveaux produits (obligations communautaires, sociofinancement, produits dérivés), concertation dans les secteurs en émergence, positionnement des outils financiers du Chantier, etc.

Par exemple, en collaboration avec différents partenaires ou dans le cadre de la réalisation de mandats, nous avons également amorcé des travaux visant à explorer de nouvelles avenues de financement pour l'immobilier communautaire et l'immobilier collectif dans le secteur culturel.

COMMERCE SOLIDAIRE

Le Chantier a maintenu son soutien à Commerce solidaire qui a poursuivi sa croissance. Sur le plan financier, nous soulignions dans le précédent rapport annuel que l'on pouvait envisager l'avenir avec optimisme. Les résultats de cette année confirment une croissance des ventes assurant maintenant l'équilibre budgétaire.

Le financement de la phase II de Commerce solidaire, Akcelos, a également été finalisé auprès du gouvernement fédéral et de la Fondation McConnell. Rappelons que cette seconde phase permettra la commercialisation des produits et services de l'économie sociale par l'entremise d'un site web transactionnel. Ce nouveau site sera opéré sous le nom distinct d'Akcelos pour le différencier du regroupement d'achats. La programmation va bon train et le site devrait être en ligne en novembre 2017 à l'adresse www.akcelos.com.

commercesolidaire
UNE INITIATIVE DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Akcelos
acheter solidaire

MARCHÉS PUBLICS

Le comité du Chantier sur les marchés publics a poursuivi ses travaux en 2016-2017 et un état de la situation a été produit. Rappelons que la volonté gouvernementale de favoriser l'achat public auprès des entreprises collectives, depuis l'adoption de la Loi sur l'économie sociale et du PAGES 2015-2020, demeure assurément prometteuse pour les entreprises d'économie sociale. Le plan d'action reconnaît le potentiel des marchés publics et s'engage à encourager une meilleure participation des entreprises d'économie sociale aux appels d'offres publics. À cet égard, en collaboration avec l'ECPAR, un portrait quantitatif des échanges entre le gouvernement et les entreprises d'économie sociale est en production et devrait être publié en 2017-2018.

Achats publics au Québec

En 2015, les achats par des organismes publics au Québec (excluant le gouvernement fédéral) ont atteint 11,8 milliard $ [1]. À eux seuls, toujours en 2015, les groupes d'approvisionnement du réseau de la santé ont acheté pour 1,797 milliard $ [2] et le Centre de services partagés pour 350 millions $ [3] de biens et services.

Bien qu'on perçoive une volonté de faire affaires avec les entreprises collectives dans le discours gouvernemental, les obstacles demeurent nombreux. Malgré un historique important de partenariats avec les gouvernements du Québec et les municipalités, les entreprises collectives ont toujours des difficultés à se positionner favorablement comme fournisseurs des ministères et organismes publics.

De manière générale, nous poursuivons donc nos représentations afin que le coffre à outils des ministères et organismes qui veulent faire affaire avec l'économie sociale soit bonifié, notamment sur le plan législatif. Une rencontre avec le Conseil du trésor a d'ailleurs permis de faire valoir quelques pistes de solutions et recommandations portant notamment sur l'adaptation des exigences contractuelles à la réalité des entreprises, l'exploration de formules particulières (contrats à forfaits ou allotissement des contrats, par exemple) ou la bonification des modalités de soumission (allongements des délais, améliorations des informations et de la formation, intégration systématique de l'économie sociale dans les appels d'offres sur invitation, etc.).

1. Selon le site www.espacedata.ca
2. Selon les rapports annuels des groupes d'approvisionnement de l'Est et de l'Ouest du Québec
3. Rapport annuel 2015-2016 CSPQ

FAVORISER L'ÉMERGENCE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

Au gré des transformations économiques, les secteurs en développement et les lieux d'émergence évoluent. C'est le cas pour tous les types d'entreprises, qu'elles soient collectives ou non. Dans le contexte actuel marqué par les nouvelles technologique, la reconfiguration des ressources de soutien et d'accompagnement à l'entrepreneuriat et une attention plus grande que jamais accordée à l'impact social et environnemental des entreprises, il est essentiel d'assurer un positionnement stratégique à l'économie sociale et de tirer profit de l'effervescence que l'on peut observer autour des concepts d'innovation et de virage numérique qui sont d'ailleurs omniprésents dans le discours politique. Le Chantier cherche donc constamment à démontrer à la fois que l'efficacité et l'innovation ne sont pas liées à une forme juridique et que l'économie sociale n'est pas cantonnée dans des secteurs laissés vacants par le privé. Nous multiplions nos collaborations et nos interventions auprès d'une grande diversité d'acteurs et de milieux offrant un potentiel de développement aux entreprises collectives. À cette fin, quelques secteurs et acteurs ont donc été ciblés spécifiquement cette année – tout en s'inscrivant dans une perspective à long terme.

Numérique

- Contribution à la Stratégie numérique
- Obtention du financement pour la phase II de Commerce solidaire
- Amorce de collaboration avec des leaders du numérique et de l'intelligence artificielle
- Poursuite de la collaboration avec le CEFRIO – séances de formation sur le passage au numérique.

Pour en savoir plus sur l'appropriation des outils numériques et des nouvelles technologies par les entreprises collectives, consultez « Économie sociale 2.0 : Cap vers le numérique – Portrait de l'utilisation des technologies numériques dans les entreprises d'économie sociale au Québec », rapport disponible sur le site du CEFRIO au **www.cefrio.qc.ca**

Culture

Discussions et collaborations avec plusieurs réseaux :

- Conseils régionaux de la culture (CRC)
- Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)
- Société de développement culturel (SODEC)
- Culture pour tous
- Partenariat du Quartier des spectacles
- Exploration d'une offre de formation sur la culture entrepreneuriale
- Réflexion sur la mutualisation de services et de fonds de financement

Environnement

Discussions et collaborations avec plusieurs réseaux et organismes :

- Conférences régionales de l'environnement (CRE)
- Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD)
- Maison du développement durable
- Institut de l'environnement, du développement durable et d'économie circulaire (EDDEC)
- Équiterre
- Participation à divers panels reliant économie verte et économie sociale
- Regroupement national des CRE du Québec (RNCREQ)

Enseignement supérieur

En plus d'être un lieu d'émergence de projets de plus en plus important, le milieu de l'enseignement supérieur affiche de plus en plus d'ouverture à l'intégration de l'économie sociale dans les cursus académiques.

À la suite d'une invitation de la ville de Nicolet pour discuter de l'offre de formation en économie sociale dans la région, les discussions se sont poursuivies avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pour l'intégration de notions en économie sociale dans le programme des étudiants en gestion. Ce projet est mené en collaboration avec les Pôles d'économie sociale de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Des démarches sont également en cours avec d'autres institutions d'enseignement, dont le Collège Ahuntsic et l'Université de Sherbrooke.

Réseaux jeunesse

- Associations étudiantes
- Citoyenneté jeunesse
- Force jeunesse
- Offices jeunesses internationaux du Québec
- Osez entreprendre
- Place aux jeunes en région
- Réseau des Carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ)

Par ailleurs, le Chantier a réalisé cette année un projet majeur en partenariat avec le Secrétariat à la jeunesse, les Pôles d'économie sociale et la plupart des partenaires mentionnés ci-dessus. Ce projet est présenté en détail à la section suivante.

Entrepreneuriat féminin

- Finalisation du projet « Promouvoir et renforcer l'entrepreneuriat féminin en économie sociale au Québec »
- Adoption par le conseil d'administration de la **Déclaration sur l'égalité entre les femmes et les hommes en économie sociale au Québec** (la déclaration est disponible sur le site Internet du Chantier)

STIMULER L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF CHEZ LES JEUNES

Une collaboration prometteuse entre le Chantier, les Pôles d'économie sociale et le Secrétariat à la jeunesse

Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021 du gouvernement du Québec, le Chantier et les Pôles d'économie sociale ont conclu une entente de soutien avec le Secrétariat à la jeunesse afin de stimuler l'entrepreneuriat collectif chez les jeunes. Cette collaboration s'est traduite par la mise sur pied d'un projet pilote auprès de cinq Pôles, soit ceux des Premières Nations, du Bas-Saint-Laurent, du Centre-du-Québec, de l'Outaouais et de Laval.

Par ce projet pilote, le Chantier et les Pôles ont pu innover dans les façons de faire en matière de promotion de l'économie sociale et, plus particulièrement, intégrer des mesures de soutien à l'expérimentation et à la mise sur pied de projets entrepreneuriaux collectifs issus des jeunes eux-mêmes.

Le projet visait à répondre à trois besoins ciblés chez les jeunes :

- L'accès à un continuum de services permettant de connaître et d'expérimenter l'entrepreneuriat collectif
- L'accès à des outils et à des conditions adéquates pour développer des projets d'entrepreneuriat collectif
- Le réseautage avec les milieux économique, social et de l'enseignement supérieur

D'une part, l'expertise des Pôles d'économie sociale a su créer un terreau fertile à l'essor de nombreuses initiatives portées par les jeunes et a permis de renforcer l'accompagnement dans les phases d'idéation de projet. Notons la Fabrique mobile, en Outaouais, qui accompagne des jeunes dans le prédémarrage de projets et la Génératrice d'innovation sociale à Laval qui offre des parcours d'idéation et d'incubation pour des projets collectifs, notamment dans le secteur agroalimentaire. Des activités d'idéation de projets en partenariat avec les institutions d'enseignement supérieur ont eu lieu sur différents campus et ces collaborations se multiplient très rapidement avec différents départements.

D'autre part, les partenariats établis avec les Pôles ont pu renforcer l'expertise des acteurs intervenant auprès de la jeunesse. Par exemple, le Pôle Premières Nations accompagne une dizaine d'acteurs dans différentes communautés autochtones afin de les outiller et qu'ils puissent travailler à l'accompagnement de projets d'entrepreneuriat collectif avec les jeunes de leurs communautés. Au Centre-du-Québec, de nouvelles stratégies ont été mises en place avec les Carrefours jeunesse emploi du territoire afin d'accompagner de nouvelles initiatives dans le cadre du créneau volontariat. Au Bas-Saint-Laurent, ce sont plutôt des partenariats avec les MRC et les cégeps qui ont été développés pour soutenir le déploiement d'un processus entrepreneurial allant de la sensibilisation à la formation, jusqu'à la référence vers les ressources d'accompagnement des projets.

STIMULER L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF CHEZ LES JEUNES

Le projet a également permis la création d'outils de promotion novateurs, dont des récits de parcours d'entrepreneurs collectifs en baladodiffusion, une brochure en collaboration avec Force jeunesse et une capsule vidéo de promotion de l'entrepreneuriat collectif mettant en scène des jeunes provenant de chacun des cinq territoires. Différentes activités de sensibilisation, de réseautage et des conférences ont eu lieu et un événement national sur l'entrepreneuriat collectif chez les Premières Nations se tiendra en novembre à Montréal. Un guide d'accompagnement de l'entrepreneuriat collectif jeunesse a également été développé par les Pôles afin d'appuyer les jeunes dans la mise en œuvre de leur projet et le démarrage d'entreprise.

Les résultats du projet pilote sont probants et démontrent la pertinence de solutions qui répondent spécifiquement aux enjeux de l'entrepreneuriat collectif jeunesse. Il reste maintenant à partager les apprentissages et les outils entre toutes les régions et tous les partenaires.

Témoignage

« Le Pôle d'économie sociale m'a fait découvrir une façon alternative de contribuer à ma communauté et de concevoir les échanges entre individus ! »

– Jasmine Gareau-Lindsay

Étudiante à l'Université du Québec en Outaouais

Participante au projet jeunesse d'expérimentation de l'économie sociale

Co-fondatrice de la Fabrique mobile Outaouais, coopérative de solidarité

MANDATS DE CONSULTATION

Le Chantier réalise des mandats spécifiques lorsqu'ils s'inscrivent dans une perspective de structuration globale de l'économie sociale. En 2016-2017, les mandats suivants ont été réalisés ou étaient en cours de réalisation :

- Fonds immobilier de la FTQ
- Cantine pour tous
- Fondation Lucie et André Chagnon
- Partenariat du Quartier des spectacles
- Société de développement Angus
- Conseil emploi métropole
- Groupe de travail sur l'habitation communautaire
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- Maison de l'innovation sociale

PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

Le Chantier se fait également un devoir de collaborer activement avec les acteurs et partenaires de l'économie sociale, dont au premier titre les membres de la Maison de l'économie sociale. En tout, les membres de l'équipe permanente participent à 41 comités ou instances de gouvernance de 29 organisations membres, partenaires ou organisations du secteur :

- CEFRIO – Comité d'orientation PME 2.0 ÉS
- CIRIEC
- Collectif 7 à Nous
- Comité de coordination du créneau InsertionComité de coordination du créneau PAAPA
- Comité jeunesse de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
- Comité de l'École d'été de l'INM
- Comité de retraite du régime de retraite des groupes communautaires et de femmes
- Comité de travail mentorat en économie sociale
- Conseil ADN / Je fais Montréal
- Conseil emploi métropole CSMO-ÉSAC
- ECPAR – Comité économie sociale
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- Fonds étudiant FTQ I et II
- Fonds québécois d'habitation communautaire
- Grand Costumier
- Groupe de travail sur la main-d'œuvre en développement durable et économie sociale
- IREC
- IRIS
- Maison de l'économie sociale – Conseil d'administration
- MR63 – Comité de financement
- *New Markets Fund*
- Pôle d'action en économie circulaire
- RISQ
- RQIS
- Société de développement Angus
- Syndicat de copropriété Providence et Espace Fullum
- Table des partenaires en économie sociale
- TIESS
- UTILE

RELATIONS INTERNATIONALES

Bien que l'événement se soit déroulé en tout début d'année, il demeure que le GSEF2016 a été la plus grande réalisation de l'année sur le plan des relations internationales tout autant que pour la mobilisation et la participation des acteurs québécois. Dans la mesure où l'événement a formellement été réalisé dans l'année 2016-2017, nous reproduisons ici quelques éléments du bilan présenté à l'avance dans le dernier rapport annuel :

GSEF2016

Organisé par le Chantier et la Ville de Montréal, le GSEF2016 a été rendu possible grâce à la participation financière du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec et de divers partenaires associés dont la Caisse d'économie solidaire, Fondaction, VanCity et la Société de développement Angus. Sans aucun doute, l'édition 2016 du GSEF a été un succès sur tous les plans. L'événement a rassemblé près de 1 500 participants provenant de 62 pays. Au total, près de 200 initiatives en économie sociale et solidaire du Québec et d'ailleurs ont été présentées dans le cadre ou en marge du forum.

De plus, à l'occasion de la plénière de clôture, le maire de Montréal, M. Denis Coderre, a dévoilé la création d'une nouvelle organisation internationale basée à Montréal en partenariat avec Séoul, Bilbao, Mondragón et Barcelone : le Centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale (CITIES). En appui à l'association GSEF et à sa mission de favoriser la collaboration entre les gouvernements locaux et la société civile, le C.I.T.I.E.S. aura pour mission de faciliter la diffusion et le transfert des pratiques et des connaissances en matière d'économie sociale et solidaire à l'échelle internationale.

Par la déclaration du GSEF2016, soulignons finalement que les participants au forum se sont engagés à travailler pour le développement durable des villes et à :

- Reconnaître le rôle central des organisations de l'ÉSS pour surmonter les défis actuels et promouvoir une démocratie participative renouvelée ;
- Multiplier les espaces de gouvernance participative ;
- Construire un mouvement inclusif pour tous les hommes et toutes les femmes, de tous âges et de toutes origines ;
- Construire des partenariats publics-privés-collectifs pour répondre aux besoins et aux aspirations de nos communautés ;
- Partager nos visions, nos expériences et nos réussites afin de promouvoir l'innovation sociale, notamment par le biais des activités du CITIES, partenaire stratégique du GSEF ;
- Reconnaître et soutenir les jeunes comme des acteurs importants pour l'avenir du mouvement de l'ÉSS

Suite au GSEF2016, le Chantier a poursuivi sa collaboration avec C.I.T.I.E.S., a participé à différents événements et a nourri des échanges avec divers acteurs internationaux :

- Costa Rica – Académie de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'ÉSS
- Barcelona – Municipalismo y ESS
- Cuba – ESS
- Mexique – Projet d'échange entre des réseaux de l'économie sur les pratiques et outils pour soutenir l'entrepreneuriat collectif jeunesse
- Corporation Mondragón (Pays Basque, Espagne) – Projet de développement du manufacturier collectif au Québec

CONCLU

CONCLUSION

Faire le bilan d'une année de travail au Chantier de l'économie sociale n'est pas facile. Au-delà des actions formelles et des activités réalisées conformément au plan de travail adopté en début d'année, l'équipe de travail du Chantier, tout autant que ses instances de gouvernance, réalisent une quantité importante de représentations, mènent de nombreux projets de front et participent à un grand nombre d'événements. En rendre compte de manière complètement exhaustive apparaît ardu.

Ce rapport annuel 2016-2017 trace néanmoins un bilan représentatif du travail accompli. Alors que nous abordons une nouvelle période de planification stratégique, force est de constater que le Chantier a toujours le vent dans les voiles et nous abordons l'avenir à la fois avec optimisme et avec la conviction profonde que les entreprises collectives contribuent quotidiennement à la transformation de l'économie sur la base d'un modèle de développement porté par des valeurs de solidarité, d'équité et de transparence.

ANNEXES

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN DATE DU 30 JUIN 2017

Président du conseil d'administration

Patrick Duguay
Pôle d'économie sociale de l'Outaouais
*** Président – Membre du CE*

Directeur général

Jean-Martin Aussant
Chantier de l'économie sociale
*** Membre du CE*

Regroupements d'entreprises d'économie sociale

Alexandre Banville
Réseau de la coopération du travail
*** Membre du CE*

Éric Tétreault
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ)

Louise Boucher
Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec
*** Secrétaire – Membre du CE*

Claudette Pitre-Robin
Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie (RCPEM)
*** Membre du CE*

Jacques Monette
Coalition des entreprises d'économie sociale en aide à domicile a/s Coopérative de solidarité NOVaide

Raymond Gouin
Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)

Richard Gravel
Collectif des entreprises d'insertion du Québec
*** Trésorier – Membre du CE*

Vincent Marcoux
Association québécoise des centres d'intervention de dépendance

Regroupements d'organisations de soutien au développement de l'économie sociale et des organisations de soutien au développement de l'économie sociale

Édith Cyr
Association des groupes de ressources techniques du Québec

Jacques Beaudet
Regroupement des CDEC du Québec

Claude Ouellet
Coopérative de développement régional du Bas-St-Laurent / Côte-Nord

Katerine Roy
La Fabrique entrepreneuriale

Roselyne Mavungu
Réseau québécois du crédit communautaire

Frédéric Lalande
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
*** 1er vice-président – Membre du CE*

CONSEIL D'ADMINISTRATION – EN DATE DU 30 JUIN 2017

Pôles régionaux d'économie sociale

Anyle Côté
Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM)

Patrick Duguay
Pôle d'économie sociale de l'Outaouais

Louiselle Luneau
Pôle d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue

André Richard
Pôle d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
** *Membre du CE*

Félix Buissières
Pôle des entreprises d'économie sociale de la région de la Capitale-Nationale

Grandes centrales syndicales et tout organisme membre de ces centrales

Anne Thibault-Bellerose
Confédération des syndicats nationaux – CSN

Stéphane Hudon
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Entreprises d'économie sociale

Gaël Magrini
Zoothérapie Québec

Regroupements nationaux des Premières nations et Inuits et de leurs organismes membres

Niva Sioui
Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador

Grands mouvements

Martin Servant
Association étudiante de la téléuniversitaire du Québec (AETELUQ)

Sonia Vaillancourt
Conseil québécois du loisir
** *2e vice-présidente – Membre du CE*

Ève-Isabelle Chevrier
Table nationale des CDC

Gilles Dubois
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)

Membres d'office

Jacques Charest
Fiducie du Chantier de l'économie sociale

Odette Trépanier
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)

Philippe Garant
Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)

Vincent Van Schendel
Territoires innovants en économie sociale et solidaire – TIESS

Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale / Aile jeunesse

Laurent Levesque
Président de l'Aile jeunesse / Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant – UTILE

Membres honoraires

Marguerite Mendell
École d'Affaires publiques et communautaires, Université Concordia

ÉQUIPE DE TRAVAIL

EN DATE DU
30 JUIN 2017

Jean-Martin Aussant
Directeur général

Josée Henri
Adjointe à la direction

Maude Brossard-Sabourin
Attachée à la direction générale

Opérations et développement

François Vermette
Directeur

Jean Bénard
Directeur, développement commercial, Commerce solidaire

Moustapha Gueye
Responsable comptable

Partenariats et développement

Béatrice Alain
Directrice

Charles Gagnon
Agent de développement

Communications et recherche

Martin Frappier
Directeur

Carole Lévesque
Communications et recherche

Mireille Pelchat
Communications et recherche

Ressource contractuelle dédiée au projets CEM

Myriam Déry
TIESS

Stagiaires

Anne-Sophie Abel-Lévesque

Jonathan-Félix Giroux

Bénévole

Marie Josée Lemay

Le Chantier de l'économie sociale est soutenu financièrement
par le Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Économie, Science et Innovation Québec

Conception graphique et mise en pages

corsaire DESIGN | COMMUNICATION | WEB

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

chantier.qc.ca

1431, rue Fullum, bureau 209
Montréal, (Québec) H2K 0B5

T. **514 899-9916**
1 888 251-3255 (Sans frais)